

# Un couple espagnol dans la récession de 2008

## Composition et évaluation des revenus alternatifs

Pierre Blavier

École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

### Mots-clés

- Chômage
- Pauvreté
- Sociologie économique
- Évaluation
- Revenus

La forte augmentation du chômage est une des manifestations les plus frappantes de la récession de 2008 dans plusieurs pays d'Europe du Sud. En Espagne, le taux de chômage, défini comme le pourcentage de personnes au chômage par rapport à la population active (c'est-à-dire chômeurs et occupés), est ainsi passé de 8 % en 2008 à 25 % en 2014 (22 % en 2015), quelle que soit la définition du chômage adoptée [celle du Bureau international du travail (BIT) ou l'autodéclaration]<sup>(1)</sup>. Le nombre de chômeurs espagnols inscrits à l'Office de l'emploi augmente dans le même temps de deux millions à six millions pour une population active de vingt-trois millions d'individus<sup>(2)</sup>, à peu près constante depuis 2008. Cette hausse du chômage s'est traduite par une augmentation de la pauvreté telle que mesurée par les institutions internationales, faisant de l'Espagne le quatrième pays de l'Union européenne à vingt-huit États membres, avec le plus fort taux de pauvreté<sup>(3)</sup> en 2012 (20,8 %), après la Grèce (23,1 %), la Roumanie (22,6 %), et la Bulgarie (21,2 %). Ce constat est certes tronqué en raison de la stagnation voire de la baisse des salaires, mais il est confirmé si l'on considère des chiffres tels que le pic à deux millions et demi de bénéficiaires aidés par l'association catholique caritative *Cáritas* en 2013<sup>(4)</sup>, ou un certain nombre d'indicateurs économiques latéraux : la part des foyers déclarant « *ne pas pouvoir faire face à une dépense inattendue* » ou « *ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances* » passe respectivement de 32 % à 38 % et de 35 % à 45 % de 2008 à 2013.

### Faire face à la récession « pour arriver à la fin du mois »

Dans cet article, le choix est fait de se focaliser sur les revenus. En effet, dans un tel contexte de récession, des familles entières sont au chômage et connaissent donc une baisse de leurs revenus : les situations de non-emploi s'éternisent, les allocations s'épuisent<sup>(5)</sup>, et les « petits boulots » se font rares. Se pose avec acuité la question de savoir comment de nombreux ménages espagnols font pour « *arriver à la fin du mois* » (traduction littérale du « *llegar al final de mes* » espagnol). Plus précisément, l'hypothèse posée dans l'article est qu'une des manières de faire face à de telles conditions consiste à recourir à des revenus alternatifs, à savoir des revenus autres que ceux obtenus par une activité salariée. Or, dès lors que ceux-ci ne sont plus des revenus déclarés telles que des aides sociales publiques ou des salaires, ils demeurent très difficiles à documenter pour les statistiques publiques. Par exemple, l'enquête espagnole de consommation *Encuesta de presupuestos familiares*<sup>(6)</sup> relève les sources de revenus suivantes : les revenus de travailleurs indépendants, les salaires, les pensions de retraite, les minima sociaux ou autres prestations publiques, les allocations chômage, les revenus de propriété et du capital et, enfin, « autre source de revenu » de manière indifférenciée. Cette dernière catégorie est donc très floue et occulte la solidarité familiale, le « travail au noir », ou toute autre activité génératrice de revenus non déclarés (comme l'artisanat des femmes).

Cet article est issu d'une thèse en sociologie et économie, intitulée « Les manifestations socioéconomiques du chômage de masse. Le cas de la grande récession espagnole (2008-2015) », sous la direction de Frédéric Lebaron (ENS-Paris-Saclay) et de Jérôme Bourdieu (École des hautes études en sciences sociales, École d'Économie de Paris).

(1) En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne « en âge de travailler » qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour accepter un emploi dans les quinze jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Source : <https://data.oecd.org/fr/unemp/taux-de-chomage-harmonises-hur.htm>

(2) Source : Office espagnol de l'emploi, [http://www.sepe.es/contenidos/que\\_es\\_el\\_sepe/estadisticas/index.html](http://www.sepe.es/contenidos/que_es_el_sepe/estadisticas/index.html)

(3) La mesure standard du taux de pauvreté est la part de personnes vivant dans un ménage dont le revenu par unité de consommation après impôts et transferts est inférieur à 60 % du revenu médian. Source : Eurostat, [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Income\\_distribution\\_statistics](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Income_distribution_statistics) (consulté le 30 décembre 2015).

(4) *Cáritas*, 2013, *VIII Informe del Observatorio de la Realidad Social*, *Cáritas Diocesana De Zaragoza*, Equipo Estudios *Cáritas Española*, Espagne, Colección, Informe del Observatorio de la Realidad Social.

(5) Une statistique frappante est que la part de chômeurs indemnisés de quelque manière que ce soit est passée d'un pic de 78,1 % en janvier 2010 à un minimum de 51,5 % en avril 2015 (statistiques du ministère de la Sécurité sociale espagnol, site internet : [http://www.empleo.gob.es/es/estadisticas/prestaciones\\_SS\\_otra\\_proteccion/index.htm](http://www.empleo.gob.es/es/estadisticas/prestaciones_SS_otra_proteccion/index.htm)

(6) Voir le site de l'Institut national de la statistique espagnol : [http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica\\_C&cid=1254736176806&menu=resultados&secc=1254736195147&idp=1254735976608](http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736176806&menu=resultados&secc=1254736195147&idp=1254735976608) (consulté le 28 novembre 2015).

### L'enquête espagnole sur les conditions de vie

Dans cet article, les données se réfèrent à l'enquête *Encuesta de Condiciones de Vida* [ECV – (\*)], qui est une enquête espagnole généraliste sur les conditions de vie et qui documente largement les revenus en s'appuyant sur du déclaratif et des sources administratives. Il s'agit du versant espagnol de l'enquête européenne EU-SILC commanditée par Eurostat. L'ECV porte sur les conditions de vie et les niveaux des ménages et des individus. Assez généraliste, elle contient donc des variables sociodémographiques (âge, sexe, région...), des variables sur le logement (type de logement, situation, statut d'habitation...), sur la situation professionnelle au dernier emploi (revenu, type de contrat...), sur la consommation (possession de certains biens tels qu'un ordinateur, une voiture...). À titre indicatif, la dernière vague en coupe disponible d'EU-SILC, celle de 2015, contient  $N = 26\ 864$  individus âgés de plus de 16 ans, soit  $N' = 11\ 965$  ménages. L'échantillon tiré de manière aléatoire est représentatif de la population espagnole selon l'âge, le sexe, la composition sociodémographique du ménage et la région.

(\*) Voir le site internet : [http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica\\_C&cid=1254736176807&menu=resultados&secc=1254736195153&idp=1254735976608](http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736176807&menu=resultados&secc=1254736195153&idp=1254735976608)

Cette limite des données disponibles renvoie ainsi aux difficultés classiques de mesure des activités informelles ou illégales, mais plus largement à une moindre documentation des revenus par rapport aux consommations. En effet, si depuis le XIX<sup>e</sup> siècle celles-ci ont fait l'objet de nombreuses études (Ducpétiaux, 1855 ; Engel, 1857 ; Halbwachs, 2011 ; Perrin-Heredia, 2010 ; Petev, 2011), en revanche, les revenus demeurent rarement considérés du point de vue des familles, c'est-à-dire en prenant en compte l'ensemble des revenus et leur évolution au cours du temps. Ici l'hypothèse de travail est que ces sources de revenus dites « alternatives » ou « informelles » constituent un réel amortisseur des conséquences de la récession pour les familles espagnoles. Quelles sont leurs possibilités de revenus de substitution face à la baisse des revenus salariaux ou d'indemnisation du chômage ?

Pour aborder ces questions, la recherche adopte une démarche d'enquête ethnographique inspirée par l'ethnocomptabilité que proposent Alain Cottureau et Mokhtar Mohatar Marzok dans *Une famille andalouse* (2012). Cette méthode permet, en effet, de prendre en compte l'ensemble

des revenus du ménage, au cours du temps, d'en proposer une description chiffrée confrontée avec les données statistiques existantes, et de pouvoir restituer les évaluations et le contexte de ces revenus autrement invisibles. L'ethnocomptabilité se définit comme une « anthropologie de l'évaluation » ou une « comptabilité contextuelle », qui vise à « prendre en compte ce que les gens prennent en compte » (Cottureau et Marzok, 2012, p. 14). L'une de ses particularités est de procéder par comptage<sup>(7)</sup> avec les enquêtés, travail minutieux qui constitue un guide d'enquête pour décrire les échanges socioéconomiques au sein du ménage. L'article présente d'abord le couple étudié en donnant une idée de sa situation financière par rapport à l'ensemble des ménages espagnols, et en montrant comment ses membres avaient déjà connu le chômage et la précarité, à travers leurs origines familiales et leurs trajectoires professionnelles. Ce qui est réellement nouveau pour cette famille, avec cette récession, c'est le chômage structurel de longue durée. L'analyse porte donc sur l'évolution de leurs revenus ces dernières années et sur trois types de revenus de substitution : les « petits boulots » du mari, la confection et la vente de produits artisanaux par la femme, et l'aide de leurs familles respectives.

### Un couple à la trajectoire professionnelle et familiale heurtée

Cette étude de cas s'inscrit dans une enquête de terrain plus large commencée à partir de mai 2014 à Valence, troisième agglomération d'Espagne après Madrid et Barcelone et située à environ trois cents kilomètres au sud de cette dernière, au bord de la Méditerranée (encadré 2). Le couple, Loli et Rafa (qui ont un fils âgé de 8 ans, Rafa, nommé « Tony » par ses parents), font partie d'un collectif de chômeurs enquêté à Valence à partir de l'été 2014. Tous les deux sont âgés de 40 ans et n'ont pas le baccalauréat (« *bachiller* »). Au moment de l'enquête (août 2014), Loli est au chômage continu depuis un an et demi et Rafa l'a été pendant plus de trois ans (de mars 2010 à juin 2013), avant de trouver un emploi à temps très partiel (dix heures par semaine). Le foyer avait des revenus mensuels nets de 1 600 euros avant la récession, exclusivement composés de salaires mensuels (1 000 euros pour Rafa et 600 euros pour le mi-temps de Loli, sur quatorze versements par an comme cela était courant en Espagne), soit un revenu de 12 444 euros annuels par unité de consommation (UC)<sup>(8)</sup> qui les

(7) Pour une présentation plus détaillée de l'ethnocomptabilité, voir Cottureau et Marzok (2012, introduction, p. 7-18).

(8) Leur ménage avec un couple de parents et un enfant compte, selon l'échelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques modifiée utilisée par l'institut national de la statistique espagnol, pour 1,8 unité de consommation (1 pour le premier individu, 0,5 pour le second, et 0,3 pour l'enfant âgé de moins de 14 ans).

### Présentation synthétique de l'enquête de terrain mobilisée

Le point de départ de la recherche était de documenter les conditions de vie des chômeurs de classes populaires en termes de revenus et de consommation, d'emploi du temps, de sociabilité et de rapports aux événements politiques et aux institutions (services sociaux, école, banques...). L'enquête était présentée en tant que telle dans le milieu d'interconnaissances : comment font les gens pour vivre lorsque le chômage est si élevé et pour s'adapter à ces nouvelles contraintes économiques ? Le dispositif consistait donc en l'élaboration de budgets de familles comptant au moins un chômeur, à partir d'observations (rapports aux administrations, aux associations caritatives...) et d'entretiens, parfois répétés et approfondis avec différents membres du ménage. Lorsque cela était possible, les entretiens étaient complétés par l'analyse des documents administratifs (contrats de crédit immobilier, factures, relevés de salaire...). Les familles étaient rencontrées soit par interconnaissances (comme celle présentée dans l'article), soit par une association d'aide caritative au sein de laquelle viennent une soixantaine de familles. Une dizaine de familles ont fait l'objet d'une enquête plus approfondie par ethno-comptabilité, parmi lesquelles la famille étudiée.

plaçait hors de la pauvreté (seuil de 60 % des revenus médians, soit 8 877 euros par UC<sup>(9)</sup> et proche de la médiane des revenus des ménages espagnols [quatrième décile<sup>(10)</sup>]. En août 2014, d'après leurs revenus déclarés, soit 426 euros mensuels d'aide sociale pour Loli et 270 euros de salaire sur quatorze mois pour Rafa, ils se situent bien en deçà du seuil de pauvreté<sup>(11)</sup>, dans le premier décile de la distribution des revenus. Si ce couple est au centre de l'enquête menée depuis 2014 c'est d'abord parce qu'il fait partie de ces ménages où tous les membres actifs, c'est-à-dire âgé de 16 ans à 65 ans et sur le marché du travail (occupé ou chômeur) sont au chômage. D'après l'enquête Encuesta de Condiciones de Vida (ECV – encadré 1), ce type de foyer représente 4 % des foyers espagnols en 2007 (2,9 % parmi les foyers avec un couple et au moins un enfant mineur) mais 13,4 % en 2014 (12,2 %), soit près de deux millions de foyers espagnols au premier trimestre 2013 selon les chiffres régulièrement mis en avant par certains médias<sup>(12)</sup> et collectifs de chômeurs qui en ont fait une « figure de crise » (Banégas et Warnier, 2001).

Ce couple est « exemplaire » par rapport à l'ensemble de l'enquête de terrain réalisée, dans le sens où, sans même parler de représentativité, il permet d'aborder de nombreux aspects de l'expérience du chômage. Loli et Rafa sont certes d'origine modeste, mais c'est bien le chômage qui les a fait entrer dans des difficultés économiques jusque-là inconnues car ils ne présentent aucun des facteurs de précarisation repérés par ailleurs (problèmes de santé, handicap, conduites addictives, dépression lourde, prison, séparation conjugale...). Ils apparaissent, en quelque sorte, comme un « cas négatif » de ces autres phénomènes qui recoupent parfois le chômage. Celui-ci les confronte à un certain délitement qui les dépasse et, face à leurs difficultés, ils montrent une sorte de bonne volonté à toute épreuve : dans leur recherche d'emploi, dans la tenue de leur foyer, dans leur mobilisation. Ils se distinguent ainsi des foyers de type « effondré » ou « désespéré » décrits dans *Les chômeurs de Marienthal* (Lazarsfeld et al., 1981). L'expérience du chômage ou de la pauvreté n'est pas nouvelle pour Loli et Rafa, qui l'ont déjà connue à travers leurs parents ou dans leur propre trajectoire professionnelle. En effet, le père de Rafa, aujourd'hui retraité, a eu

une trajectoire professionnelle heurtée. Précocement orphelin, il commence à travailler à l'âge de 14 ans (c'était alors légal). Il est d'abord embauché dans un magasin de postes de radio, suit une brève formation continue en électronique, avant de se stabiliser un temps comme doreur dans un atelier artisanal de meubles. Or, ce secteur, très important dans la région de Valence, connaît un premier ralentissement dans la seconde moitié des années 1980. Il perd son emploi et se retrouve, à près de 50 ans, au chômage et sans qualification. Il se met à vivre de « petits boulots » : réparations en tous genres (meubles, postes de radios, télévisions, chaussures...), pose de fenêtres et de volets, emplois périodiques dans « *tout ce qu'il trouve* », avant de prendre sa retraite en 2000. Il perçoit alors la pension minimale, car durant cette vie professionnelle changeante, il a très peu cotisé. Rafa, à la différence de ses parents, suit une formation professionnelle (de deux ans) en électronique, domaine auquel son père l'avait initié et qui, à l'époque, était relativement porteur car « *on réparait plus* ». Mais il ne passe pas le permis de conduire.

(9) Source : ECV.

(10) Si on ordonne la distribution des revenus, les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales. Ainsi, le premier décile des revenus (noté généralement D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des revenus ; le neuvième décile (noté généralement D9) est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des salaires.

(11) L'ensemble des revenus des Espagnols ayant baissé, le seuil de pauvreté a décliné à 8 114 euros annuels par UC.

(12) Voir, par exemple, <http://www.europapress.es/economia/noticia-datos-epa-graficos-provincias-paro-2014-20150122140247.html> (consulté le 15 juillet 2015).

Les parents de Loli n'ont pas connu le chômage à proprement parler, mais ils sont issus de la très forte émigration interne que connaît l'Espagne dans les années 1960 : des campagnes de l'arrière-pays vers les grandes villes comme Madrid, Valence et, dans leur cas, Barcelone, de la paysannerie à la classe ouvrière, de l'agriculture dorénavant miséreuse à l'espoir de conditions de vie meilleures. En arrivant à Barcelone, la mère de Loli se met à faire des ménages et son père s'engage comme ouvrier métallurgiste à l'usine automobile Seat de Barcelone (on dit « *la Seat* » comme il existe « *la Ford* » à Valence), c'est-à-dire une grande entreprise industrielle de plus de cinq mille salariés. Il travaille à la chaîne selon le système des « 3 x 8 », dispose d'avantages sociaux paternalistes (paiement mensuel régulier des salaires et des heures supplémentaires, mutuelle d'entreprise, camps de vacances pour les enfants des salariés, trois payes extra-annuelles...), et accède à une consommation « fordiste » (achat d'un appartement, d'une voiture pour partir en vacances en famille...) jusque-là impensable. Loli grandit donc à Barcelone avec ses trois frères et sœurs, et est orientée vers des études professionnelles d'hygiéniste puis d'auxiliaire dentaire, qu'elle a choisies « parce que c'était nouveau » (début des années 1990).

Les trajectoires professionnelles de Loli et Rafa sont marquées par leur caractère heurté dès avant la récession de 2008. Loli, après quelques années d'exercice d'abord comme stagiaire (1996-1998) puis grâce à un contrat à durée déterminée (CDD) d'un an (1998-1999), ne trouve plus d'emploi comme hygiéniste dentaire. Pressée par son crédit immobilier contracté avec son compagnon de l'époque, elle se fait embaucher comme caissière (1999-2003) avant de rencontrer Rafa grâce à Internet et de le rejoindre à Valence où ils emménagent ensemble en 2003. Ils achètent alors un appartement, Loli en est exclusivement la propriétaire en raison de son apport permis par la forte plus-value à la revente de son appartement barcelonais. La trajectoire de Rafa est encore plus fragmentée. Après sa formation professionnelle en électronique, il travaille à l'âge de 16 ans comme manoeuvre en menuiserie et en peinture, mais sans contrat (1990-1992). Après son service militaire (1992-1994), il est employé pendant cinq ans (1994-1999) par le mari d'une de ses sœurs qui l'embauche, toujours sans contrat, en tant que peintre, arguant que l'entreprise débute et qu'il ne peut

se permettre de l'embaucher légalement. Après s'être fait licencié suite à la séparation entre son beau-frère et sa sœur, Rafa travaille (1999) comme vendeur dans un bazar, grâce à un ami d'enfance qui était déjà dans le secteur. Il travaille à temps complet mais il est déclaré à temps partiel (d'après son relevé de vie professionnelle)<sup>(13)</sup>, la différence lui étant payée « au noir », ce qui, selon lui, « a toujours été très courant ». Mais l'expérience tourne court pour Rafa : il se dispute avec son patron qui ne lui fait pas confiance et, profitant du fait qu'« à l'époque il y avait du travail », ne renouvelle pas son contrat (d'un an). Il est alors embauché, grâce à une offre trouvée au Bureau de l'emploi, en CDD à temps complet comme manutentionnaire dans un magasin de luminaires où il ne reste également qu'un an (2001-2002) puisqu'il part ensuite rejoindre momentanément Loli à Barcelone.

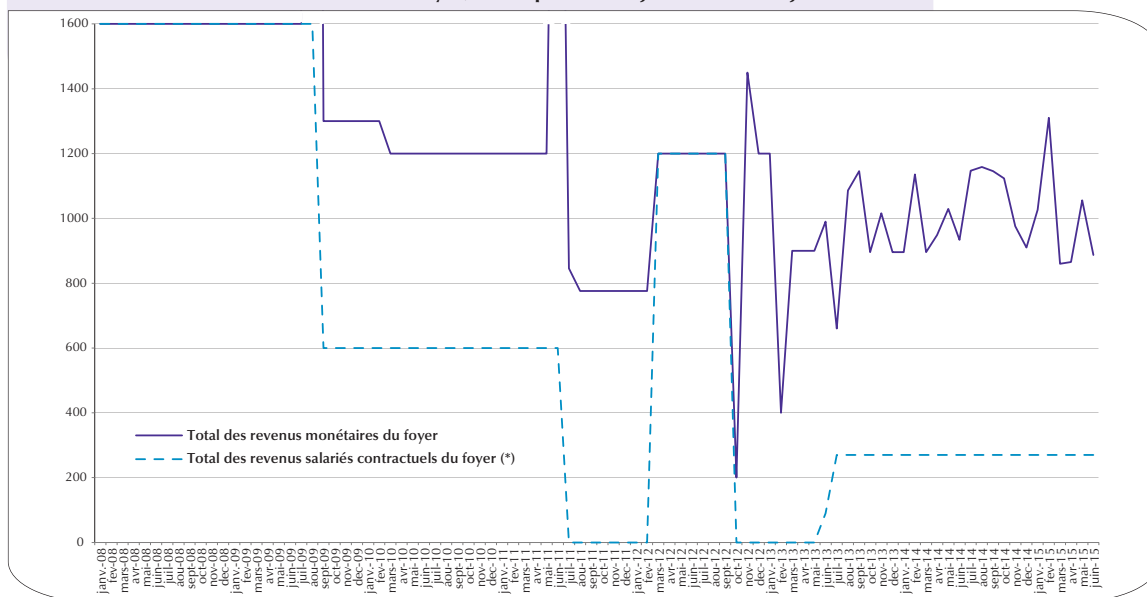
L'année suivante, en 2003, le couple décide de venir habiter à Valence. En effet, la vie à Barcelone est « très chère » même avec leurs deux salaires : les consommations courantes, les taxes, l'immobilier (Loli paye alors 600 euros mensuels de crédit immobilier) y sont plus élevés. Loli accepte ce déménagement qui l'éloigne à trois cents kilomètres de sa famille mais qui ramène Rafa vers la sienne. Ce dernier trouve un emploi de manutentionnaire dans la même entreprise de luminaires qu'il avait quittée pour partir à Barcelone un an auparavant, ce qui est son dernier emploi « stable ». Il sera licencié en août 2009. Quant à sa compagne, elle retrouve un emploi dans son secteur jusqu'à la récession qui l'amène à connaître deux licenciements successifs. Le premier intervient en juin 2011 chez la dentiste où elle travaillait à temps partiel (vingt heures par semaine) depuis novembre 2006. Huit mois plus tard, en mars 2012, Loli parvient à retrouver un emploi d'hygiéniste dentaire, mais elle est ensuite à nouveau licenciée en février 2013, sans que lui soient payés ni ses derniers mois de salaires ni son indemnité de licenciement. Depuis, elle répond chaque matin à une dizaine d'offres d'emplois sur Internet et passe plusieurs entretiens d'embauche comme hygiéniste dentaire, mais en vain. Les deux membres du couple se heurtent ainsi au chômage structurel qui frappe la région de Valence.

### La recherche de revenus : trois sources « alternatives »

La situation de chômage prolongée que le couple connaît

(13) En Espagne, chaque salarié dispose d'un document administratif qui s'appelle « le relevé de vie professionnelle » (« *Informe de vida laboral* »), tenu par l'organisme public de sécurité sociale. Ce document recense tous les épisodes professionnels passés, dès lors que le travailleur était soit au chômage et inscrit à l'Office de l'emploi, soit détenteur d'un contrat et donc cotisant à la Sécurité sociale. Ce relevé indique l'entreprise concernée, les dates d'embauche au jour près, le type de contrat, à temps partiel ou complet, le groupe de cotisation, et le nombre de jours de l'épisode.

**Graphique 1 – Compilation des revenus salariés contractuels et des autres revenus monétaires du foyer, mois par mois (janvier 2008 - juin 2015)**



Source : matériaux issus de l'enquête de terrain. Lecture : en août 2009 et en juin 2011, les revenus du couple connaissent des pics à respectivement 8 000 euros et 3 300 euros mensuels, en raison des indemnités de licenciement de Rafa (6 000 euros) puis de Loli (2 200 euros). (\*) Le « total des revenus salariés contractuels du foyer » désigne les revenus perçus sur la base d'un contrat de travail salarié.

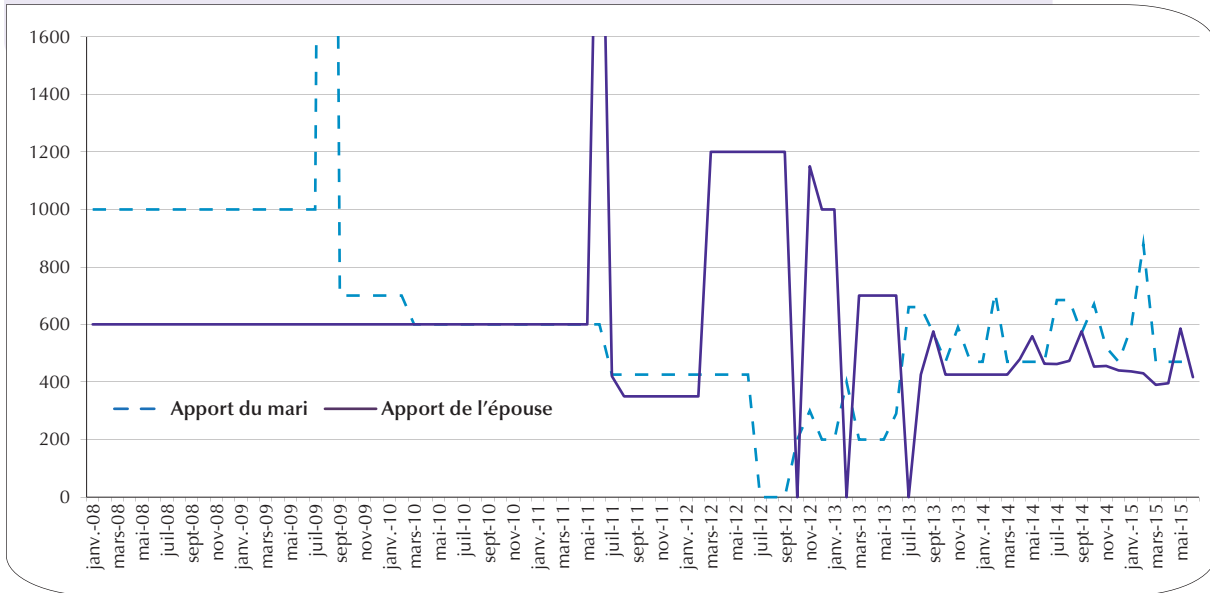
pendant plusieurs années se traduit par une forte baisse de leurs revenus déclarés. Avant la récession, ces derniers étaient exclusivement composés de salaires, sans allocation sociale d'aucune sorte. Au printemps 2015, Loli est au chômage depuis deux ans (février 2013) et Rafa depuis plus de quatre ans (mars 2010), même s'il travaille alors depuis six mois à temps très partiel (dix heures par semaine). Les ressources monétaires du foyer les plus stables sur cette période postlicenciement (février 2013 - juin 2015) sont le salaire de Rafa (270 euros nets mensuels), un minimum social reçu par Loli (426 euros mensuels), et un don mensuel (200 euros) reçu de la mère de Rafa depuis approximativement octobre 2012. Ce qui fait au total 896 euros mensuels. Après prélèvement des 306 euros du crédit immobilier et 35 euros pour la location d'un débarras pour le vélo et le bricolage de Rafa (voir *infra*), il leur reste 555 euros. Les revenus de Loli et Rafa ont été compilés, de janvier 2008 à juin 2015, à partir de leurs relevés de vie professionnelle pour les périodes d'emploi contractuel, de ce qu'ils disent pour les montants, et du suivi semaine par semaine de mars à juin 2015 (graphique 1). Ces données permettent d'observer concrètement l'évolution et la composition de leurs revenus dans le temps, autant d'éléments sur lesquels on dispose

de peu d'informations par ailleurs en histoire sociale.

Premièrement la baisse des revenus monétaires totaux du foyer est progressive, passant de 1 600 euros en janvier 2008 (période précédant la récession) à des montants inférieurs jusqu'à un minimum de 200 euros d'aide familiale d'octobre 2012 à février 2013. Le chômage a donc entraîné une baisse des revenus par paliers<sup>(14)</sup>, suivie de fortes fluctuations. Ces évolutions s'imposent à eux comme une évidence et génèrent une situation que Loli qualifie de « *sinvivre* » (littéralement « sans vivre ») : « *C'est la sensation que tu ne peux jamais être tranquille, ce n'est pas une bonne qualité de vie, tu es toujours sur les nerfs pour savoir comment arriver à la fin du mois* » (entretien, juin 2015). En outre, on constate une « désalarisation » des revenus : les salaires sous contrat sont l'unique source en janvier 2008 mais ne représentent plus que 270 euros à partir de juillet 2013 (graphique 1) pour un total d'environ 900 euros, soit seulement 30 % des revenus totaux. Même s'ils s'amenuisent au cours du temps, plusieurs « amortisseurs » ont donc compensé au moins en partie la perte des revenus salariaux. Ces changements compliquent la description de leur situation et montrent d'emblée à quel point elle a été changeante.

(14) Le premier, en juillet 2009, correspond au licenciement de Rafa, le second, en juillet 2011, au premier licenciement de Loli.

Graphique 2 – Apports financiers de chacun des membres du couple (janvier 2008 - juin 2015)



Source : matériaux issus de l'enquête de terrain. Lecture : en janvier 2008, l'apport du mari (Rafa) était de 1 000 euros, celui de l'épouse (Loli) de 600 euros. Ces apports intègrent leurs salaires, puis les petits boulots de chacun, l'aide familiale venant de la famille de l'un ou de l'autre, et les aides publiques (indemnisation chômage) que chacun d'eux a perçues.

Durant la période étudiée (de janvier 2008 à juin 2015), Rafa et sa famille ont contribué au budget du ménage à hauteur de 61 032 euros et Loli et la sienne à hauteur de 55 097 euros. Cette différence d'apports entre les deux familles est toutefois discutable : c'est Loli qui a trouvé l'emploi à temps partiel de Rafa par l'intermédiaire d'un parent d'élève de l'école de leur fils, et ce dernier est ramené à la maison et nourri au moins une fois par semaine par les parents de Rafa. Même s'il est vrai qu'il n'a pas la propriété de l'appartement qu'il contribue à payer, il ne vit pas « à la colle » (Laé et Murard, 1985, p. 285) dans la mesure où il a apporté légèrement plus à l'économie familiale et que les décisions budgétaires sont prises ensemble. En revanche, cette répartition a fluctué sur la période (graphique 2), vers un resserrement de l'écart entre les deux. La période de juin 2012 à juin 2013, où l'apport de Rafa est le plus faible (continûment inférieur à 400 euros) alors que Loli prend un emploi à temps plein, a généré de vives tensions dans le couple : « *Donc quand j'arrivais à vingt heures trente, c'était quand Rafa était sans travail. Le petit commençait l'école et Rafa était à la maison toute la journée. Quand j'arrivais, le dîner n'était pas fait, il n'avait pas baigné le fiston, et moi j'arrivais épuisée. J'étais la seule assistante : ouvrir les portes, assister la dentiste, être debout toute la journée, c'est épuisant, tu n'arrêtes pas [...] C'est qu'il m'a fait halluciner Pierre.*

*Quand tu as un fils, normalement tu retournes chaque pierre pour chercher du travail [traduction littérale]. Eh bien quand il était sans travail, s'il avait cherché il aurait trouvé »* (entretien avec Loli, mars 2015).

Du point de vue des aides publiques, Loli et Rafa ont chacun touché pendant pratiquement deux ans des allocations-chômage, à hauteur dégressive de 70 % du dernier salaire les six premiers mois de chômage, puis de 60 % et, enfin, de 50 % du dix-huitième au vingt-quatrième mois. Ensuite, Loli a bénéficié d'une aide sociale mensuelle de 426 euros pendant dix-huit mois (d'août 2013 à février 2015) et, enfin, d'un « *subside pour la recherche d'emploi* » d'un montant similaire (398 euros) qui lui a été accordé pendant six mois à partir de février 2015. Autrement dit, depuis deux ans, le couple ne dispose en termes de revenus déclarés disponibles (ils ne paient pas d'impôts sur le revenu) que de 426 euros d'allocation sociale et 270 euros de salaire de Rafa pour son travail à temps partiel, soit un total de 696 euros de revenus mensuels. Or, l'étude du budget de leur consommation a révélé qu'une famille de ce type ne peut descendre en dessous de 950 euros mensuels de dépenses. Cette somme ne suffit donc pas pour faire vivre le ménage, d'où le recours à trois autres types de ressources que l'enquête a permis découvrir : les « petits boulots »

de Rafa, la fabrication puis la vente de produits artisanaux par Loli, et une aide familiale en réalité plus importante que celle reçue chaque mois de la mère de Rafa.

### Les « chapuzas » du mari

Même s'il n'a pas de qualification particulière, Rafa est doué pour les travaux manuels, en raison des coups de main qu'étant jeune il donnait à son père dans ses propres « petits boulots », de sa formation professionnelle en électronique, et de ses diverses expériences occasionnelles en peinture, maçonnerie, menuiserie, et réparations de divers appareils électriques quand il travaillait dans un bazar. Face aux difficultés financières du ménage, Rafa mobilise son savoir-faire pour réaliser des « chapuzas », expression qui pourrait être traduite en français par « petits boulots », « menus travaux », au noir, et qu'il définit selon ses propres mots : « *C'est ça, quelqu'un par exemple qui t'appelle pour peindre un appartement. Ce n'est pas faire un appartement entier ou quoi que ce soit, c'est normalement en faire une partie. Et bien sûr avec ça pas moyen de se payer un statut d'indépendant en règle* » (entretien, 15 janvier 2015). Comme en français, cette expression se distingue en espagnol du chantier de construction (« *la obra* ») qui est implicitement un travail de construction proprement dit, réalisé par des professionnels, et donc dans un cadre au moins en partie légal (avec une entreprise officielle, des salariés au moins partiellement contractuels). Le terme « *chapuzas* » se rapprocherait plutôt du terme « *reformas* », qui correspond à des aménagements dans un appartement à rénover. Rafa les qualifie de « *trabajo cutre* » (littéralement « *travail minable* »), mais cette dernière expression est plutôt utilisée pour qualifier les travaux mal payés, à temps partiel, effectués avant la récession, surtout par des immigrés, tels par exemple la cueillette d'oranges ou la garde de personnes âgées.

Lorsqu'il s'est retrouvé au chômage, Rafa s'est aménagé un « coin bricolage » dans la chambre inoccupée de leur appartement. Il y a installé un établi et différents outils et objets de bricolage. Il stocke aussi une partie de son matériel dans le débarras qu'il loue 35 euros<sup>(15)</sup>, comme, par exemple, un escabeau qu'il utilise pour les chantiers de peinture. Ce coin bricolage trouve aussi une raison d'être dans la sortie familiale et dominicale aux puces ou lors de la collecte d'objets ramassés dans la rue et que

Rafa rénove pour les revendre. Néanmoins, ces « bricolages » demeurent limités et Rafa aurait commencé à les pratiquer avec la récession car il n'a pas d'autres exemples de rénovation à donner : au moment de l'enquête, il est engagé seulement dans la restauration d'un tabouret qu'il va garder pour chez eux et d'une girouette cassée qu'il aimerait ressouder.

En quoi consistent ces petits boulots et pourquoi Rafa en parle-t-il de manière si négative ? On observe (tableau 1, p. 34) que cette activité a généré peu de revenus de l'été 2013 à février 2015 : 1 560 euros, soit 9 % des revenus monétaires globaux durant la même période, et 90 ecos, une monnaie sociale (voir *infra*). Ceci s'explique d'abord par le petit nombre de commandes trouvées : de peur de se faire dénoncer et même s'il ne connaît aucun cas de dénonciation, Rafa n'ose pas faire de promotion publique de son activité, comme le font ceux qui collent des petites affichettes dans les commerces et sur les feux rouges. Toutes les opportunités de travail ont été trouvées grâce à son réseau d'interconnaissances, dont les intermédiaires sont parfois rémunérés, comme, par exemple, l'association de chômeurs (« *boulots* » n° 2 et n° 8, voir tableau 1). Dans ces cas-là, 10 % des bénéfices sont reversés, ce taux conventionnel ayant été voté lors d'une assemblée collective de l'association de chômeurs.

La rémunération horaire de ces travaux demeure faible (facteur intensif) : en considérant, selon Rafa, que chaque jour travaillé compte pour huit heures, on arrive à un revenu horaire moyen de 4 euros de l'heure, soit 20 % en dessous des 5,2 euros net de l'heure du salaire minimum net espagnol hors cotisation sociale. En effet, Rafa ne demande pas plus parce que la concurrence se fait sentir à travers la faible part des devis qui aboutissent (et dont il ne garde pas souvenir), et que son peu d'expérience en la matière lui fait parfois sous-estimer le temps de travail et les matériaux nécessaires, comme par exemple dans le « *boulot* » n° 8. Mais pour être compétitif, Rafa tire aussi délibérément parti de la disponibilité temporelle associée au fait d'être au chômage. On voit donc toute la difficulté de dégager des revenus conséquents par le biais de cette activité. Rafa n'a pas d'avis particulier sur ces travaux qu'il considère comme « devant être fait », parce qu'il n'a pas d'autres possibilités d'emploi pour « ramener un peu d'argent à la maison ».

(15) Ce type de dépense relève de l'économie domestique mais aussi de l'outil de travail, comme dans le cas de la monographie du *Maître-blanchisseur de Clichy* (Le Play, 1855) où ce dernier loue un logement pour y habiter autant que comme local, et un champ autant pour le cultiver qu'y étendre en été le linge lavé. Dans tous les cas, la distinction entre sphère privée et sphère productive s'estompe et se brouille.

**Tableau 1 – Inventaire des « petits boulots » de Rafa, de l'été 2013 à février 2015**

N °	Période	Durée	Objet du travail	Avec un autre travailleur ?	Encaissement	Revenu journalier par personne	Comment a-t-il été connu ?	Commentaires
1	Été 2013	2-3 semaines	Peindre un appartement	Toni	200 euros	12,5 euros	Monica (association de chômeurs)	« On lui a fait comme une faveur parce qu'elle devait absolument louer les deux appartements parce qu'elle avait déjà trois crédits immobiliers pour des appartements qu'elle louait. Elle et son mari sont mal barrés ».
2	Été 2013	4 jours	Peinture	Meli	180 euros	45 euros	Mère de Monica qui fait partie d'un collectif de femmes	10 % pour l'association de chômeurs (à déduire des 180 euros).
3	Hiver 2013	4 jours	Peindre un appartement	Toni	120 euros	30 euros	Une amie de Toni, qui touche 10 % pour la mise en contact, chacun lui a donné 10 euros	« Un cauchemar car très mal payé ».
4	Février 2014	1 jour	Peindre une chambre	Seul	40 euros	40 euros	Contact personnel via l'association de chômeurs	
5	Été 2014	4 jours	Peindre un appartement	Seul	100 euros + 70 ecos	25 euros + 17,5 ecos	Par le système de monnaie sociale (ecos)	Travail d'été pour que ça puisse mieux sécher.
6	Été 2014	4 jours	Peinture	Meli	150 euros	37,5 euros	Cage d'escalier de l'immeuble de Meli	
7	Été 2014	5 jours	Peinture	Meli, Ferran	180 euros	36 euros	Cage d'escalier de l'immeuble de Borro	
8	Octobre 2014	5 jours	Repeindre des volets	Loli	200 euros	20 euros	Mère de Monica qui fait partie d'un collectif de femmes	10 % pour l'association de chômeurs (à déduire des 200 €). « Mal payé pour cinq jours à deux ».
9	Novembre 2014	1 jour	Peinture	Seul	50 euros	50 euros	Connaissance de l'association d'aide alimentaire	
10	Janvier 2015	1 heure	Réparer un four	Seul	10 euros + 10 ecos	10 euros + 10 ecos	Par le système de monnaie sociale (ecos)	Rencontre avec Juan, entrepreneur de rénovation et sa femme.
11	Janvier 2015	1 heure	Placer un four	Seul	10 euros + 10 ecos	10 euros + 10 ecos	Par le système de monnaie sociale (ecos)	
12	Janvier 2015	2 heures	Installer une machine à laver	Seul	20 euros	20 euros	Par une connaissance de l'association d'aide alimentaire	
13	Janvier 2015	1 jour	Vider un appartement	Seul	50 euros	50 euros	Par Juan	
14	Janvier 2015	3 heures	Manœuvre maçonnerie	Seul	30 euros	30 euros	Par Juan	
15	Février 2015	1 heure	Monter des planches	Loli	10 euros chacun	10 euros chacun	Par Juan	« Juan avait besoin de deux personnes, j'ai demandé à José [autre ami du réseau d'entraide] mais il ne pouvait pas avec son dos ; donc j'ai été avec Loli ».
16	Février 2015	1 heure	Réparer une persienne	Seul	20 euros	20 euros	Par Juan	« J'ai demandé 10 euros mais il m'a donné 20 euros ».
17	Février 2015	2 jours	Manœuvre maçonnerie	Employés de Juan	100 euros	50 euros	Par Juan	
18	Février 2015	1 jour	Différentes choses : ordinateur, fenêtre, peinture	Seul	50 euros	50 euros	Sa soeur	
19	Février 2015	4 heures	Réparations électriques	Seul	30 euros	30 euros	-	

Les travaux inventoriés ne donnent pas lieu à des avantages en nature, hormis de rares surplus de matériaux qui pourraient être réemployés pour un autre chantier. Il n'existe évidemment pas de déclaration administrative en matière de petits boulots : le relevé est fondé sur des entretiens répétés et systématiques avec Rafa, d'où quelques imprécisions liées à l'exercice de remémoration, par exemple sur l'appréciation de l'expérience de travail ou sur sa durée exacte. Il se souvient manifestement assez bien des données chiffrées en jeu, et a une opinion sur la plupart des chantiers évoqués. Autrement dit, il compte même sans la présence de l'enquêteur.



Rafa a également trouvé quelques travaux par le système des ecos (cas n° 5, 10, 11). Il s'agit d'une monnaie sociale, c'est-à-dire un système d'échanges de compétences, d'objets, et de temps de travail qui fonctionne sans monnaie étatique et dont l'antenne locale a été créée dans la lignée du mouvement des Indignés du 15 mai 2011 en Espagne. Les membres doivent rencontrer un responsable local de l'association pour s'inscrire et sont en contact grâce au site <https://www.community-exchange.org/>. Le réseau est international (soixante-seize pays), comprend trente-sept mille membres actifs au 1<sup>er</sup> juillet 2015, répartis en sept-cent-soixante-sept communautés plus locales. L'Espagne qui en abrite le plus grand nombre (deux cent vingt-deux, soit 28,9 % du total), devant les États-Unis (cent vingt-quatre, soit 16,2 %), ce qui fait écho au constat de Manuel Castells et João Caraça (2012) d'un fort développement de ce système d'échange alternatif dès avant la récession de 2008. Rafa s'est inscrit après une présentation de ce système dans une association socioculturelle du quartier en 2012. Concrètement, chaque membre qui rejoint le réseau se voit attribuer cinquante unités monétaires appelées « ecos » et peut ensuite commencer à échanger.

Au printemps 2015, Rafa possède environ deux cents ecos sur son compte, se connecte tous les jours mais dit que « parfois, il y a du mouvement mais souvent c'est mort ». Dans le réseau, il est communément admis qu'une heure de travail vaut environ 10 ecos. Cependant pour Rafa, « c'est sympa mais ça ne paye pas l'électricité » et il y trouve peu d'offres qui l'intéressent : avec ses ecos, il n'a acheté, depuis qu'il est inscrit, qu'un escabeau « très peu cher » dont il se sert pour faire ses travaux de peinture, et en mai 2015 un aquarium (60 ecos). Rafa l'utilise surtout pour trouver des petits boulots, qui lui sont alors payés pour partie en ecos et pour partie en euros, ce qui est toléré par les responsables de l'antenne locale. Sur son profil, Rafa indique comme offre de services : « petites réparations à domicile et peinture, distribution de publicité dans les boîtes aux lettres ». À partir de mars 2015, Rafa est embauché « au noir » par un entrepreneur de rénovations qui le rémunère 50 euros la journée de huit heures (6,25 euros de l'heure, soit 20 % de plus que le salaire minimum net). Il a trouvé ce travail, similaire à ses « chapuzas » mais beaucoup plus régulier et payé de manière fixe, lors d'un service de réparation de four contre des ecos, commandé par la femme de cet entrepreneur (tableau 1, p. 34, « boulot » n° 10), fonctionnaire administrative dans un service de santé de la sécurité sociale. Ce couple est en fait très impliqué dans le mouvement dit

des « Indignés » qui s'est développé à partir de la mobilisation que les Espagnols appellent de manière abrégée le « 15 M » (15 mai 2011). Rafa les connaît par un réseau d'entraide auquel il participe. Il se met alors à travailler avec Juan et son équipe, d'abord épisodiquement puis tous les jours de la semaine, en plus de son travail déclaré les samedis et dimanches (voir *infra*). D'habitude, il part à vélo à sept heures trente, commence à huit heures, travaille jusqu'à dix-sept heures avec une heure de pause déjeuner (le repas n'est pas payé par l'employeur), qu'ils réduisent parfois à une demi-heure pour terminer plus tôt. Il arrive à la maison vers dix-sept heures trente et se douche. En juin, Loli informe que Rafa est épuisé parce qu'il travaille tous les jours et que les tâches sont physiques (gros œuvre, peinture, travaux divers...), ce que confirme son compagnon. Juan, lui, n'est pas physiquement sur les chantiers. Il a une dizaine d'ouvriers avec lesquels Rafa fait alternativement équipe, et il en connaît plusieurs qui sont du quartier. Ce travail au noir procure des rentrées substantielles pour le foyer : Rafa travaille au moins quarante jours (soit huit semaines) entre mars et juin 2015, ce qui rapporte au moins 2 000 euros. Une fois, Juan a réglé Rafa très en retard, ce qui a entraîné un retard de paiement du crédit immobilier, facturé 35 euros par la banque. Mais Rafa, malgré les pressions de Loli, n'a pas osé parler du problème à son employeur de peur qu'il « ne l'appelle plus ». Un entretien avec ce dernier et sa femme, qui portait initialement sur leur engagement politique, est l'occasion de parler de son entreprise de rénovation à propos de laquelle il n'est pourtant pas loquace. Il explique qu'il fait ce métier « depuis toujours » (il a une cinquantaine d'années) avec deux associés, qu'avec la récession il y a effectivement moins de chantiers et de moindre ampleur, mais qu'il a pu tenir parce qu'il a ses clients et son réseau qui connaissent la qualité de son travail (il ne fait aucune publicité).

Dès lors, pourquoi Rafa travaille-t-il chez Juan sans contrat ? D'un côté, Loli avait d'abord déclaré que c'était parce que le patron ne voulait pas payer de cotisation sociale. Mais Juan assure que, dans son entreprise, tout le monde travaille sous contrat car il ne veut prendre aucun risque en cas d'accident. La seule exception serait pour un sans-papiers « qui n'a rien d'autre » et qui, légalement, ne peut pas signer de contrat. En fait, quelques mois plus tard (juin 2015), Rafa finira par expliquer que Juan lui avait proposé de l'embaucher contractuellement en CDD, mais qu'il a refusé parce que son épouse n'aurait alors plus droit à son aide sociale de 426 euros. Tant que celle-ci y a droit, le couple estime que ce n'est pas intéressant, pour la famille, que Rafa ait

un contrat de travail, bien que ce dernier ne cotise ni pour sa retraite ni pour ses droits au chômage et les risques liés à un potentiel accident du travail. Selon Loli et Rafa, ces risques sont de toute manière limités parce que les accidents sont rares et qu'il est toujours possible de « *déclarer du bricolage chez un ami* », même si la couverture-santé est alors moindre.

### *Les produits artisanaux de Loli*

En ce qui concerne Loli, elle fabrique et vend des produits artisanaux. Cette activité se rattache initialement au collectif de chômeurs auquel le couple participe et dont un des objectifs initiaux était de s'unir pour promouvoir diverses activités réalisées par les chômeurs membres (culture et vente de légumes, services divers, construction, ateliers de formation continue...), avec le projet d'aller progressivement vers une coopérative. Le projet n'évolue pas mais c'est de là que vient l'activité que continuent de mener Loli et deux autres femmes du collectif, Bea et Diana. Celles-ci ont une cinquantaine d'années, travaillent comme femmes de ménage, habitent le quartier, et participent au collectif de chômeurs et à cette fabrication artisanale, surtout « *pour me soutenir* », estime Loli. Elles fabriquent d'abord différents objets faits à la main : tee-shirts décorés, poupées, ours en peluche, coussins, broches, marque-page, hochets, bracelets. Loli n'indique pas d'ordre de grandeur pour l'achat des matériaux récupérés « à gauche à droite ». Une partie de ces objets a été volée à l'été 2014, ce qui a fortement découragé les trois femmes, qui avaient consacré beaucoup d'attentions et de temps à leur confection. En effet, Loli y avait passé, par « *somme de moments de disponibilité* », des heures de travail à domicile prises sur des moments de repos, de loisir (devant la télévision après le dîner ou entre le déjeuner vers quatorze heures et la sortie de l'école de Toni à seize heures trente), ou parallèlement à d'autres activités (en surveillant la cuisson du dîner, en gardant un œil sur les devoirs de son fils). C'est là un point commun avec *Une famille andalouse* où Fatima « *combine ou superpose ses temps payés et non payés, ses temps de sociabilité, ses temps de loisir* » (Cottureau et Marzok, 2012, p. 262), même si à la différence de cette dernière Loli n'est pas insérée dans un intense réseau de sociabilité amicale.

Les objets artisanaux sont transportés avec la voiture de Loli sur deux petits marchés où sont réunis une quinzaine d'exposants (vendeurs de livres, d'olives, de produits artisanaux de décoration, miel, plantes vertes). Ces marchés sont proches, à environ dix minutes en voiture de leur

domicile, et les trois femmes alternent d'un samedi sur l'autre. Loli expose sur un stand bricolé par Rafa, et vend ses objets « à des prix de poche » (« *precios de bolsillo* »). Le stand propose également des feuillets de présentation du collectif de chômeurs, et parfois la pétition du moment à signer (sur l'obtention d'un revenu universel ou de la gratuité des transports locaux publics pour les chômeurs) ou des billets de tombola solidaire. Avoir un stand nécessite une autorisation mais elle est gratuite sur les deux marchés, qui sont organisés par la mairie. Les stands sont souvent les mêmes d'une semaine sur l'autre et l'ambiance observée semble bonne et accueillante. Loli s'entend bien avec les propriétaires des autres stands alentours, ce qu'elle apprécie et ce qui lui rend la tâche plus agréable. Certains stands sont tenus par des chômeurs qui essaient également de se faire un peu d'argent en vendant par exemple des livres ou des fleurs et des légumes issus du jardin-potager collectif d'un village voisin. Loli discute avec les personnes des autres stands, c'est un moment de sociabilité qu'elle apprécie et qui, selon elle, compense un peu la faiblesse des gains au vu des efforts consentis (fabrication des objets, se lever tôt, monter et démonter le stand).

Les trois femmes fixent leurs prix en fonction du coût de la matière première, de la difficulté et du temps de fabrication, et des « prix du marché ». Par exemple, pour ses tee-shirts décorés, Loli achète initialement un simple tee-shirt à 2 euros, elle rajoute 3 euros de décoration, et 3 euros de bénéfice, ce qui fait 8 euros. Elle est bien consciente que le taux de gain horaire est dérisoire, mais cela ne la dérange pas car elle fait cela pendant ce qu'elle considère comme des « *temps morts* ». Ce marché est l'objet d'une petite répartition des dépenses entre les trois femmes. Chacune paye 1 euro pour l'essence, Loli touche donc 2 euros des deux autres. Sur un des marchés, elles dépensent 1 euro pour payer une animation sur la place (concert). C'est Loli qui a la voiture pour emmener les objets. Elle est généralement accompagnée de Diana, plus rarement de Bea. Si aucune des deux ne vient, Loli touche 10 % de la valeur de leurs objets vendus. Mais les observations montrent qu'elle vend très peu : en une matinée, une femme signe la pétition, deux personnes s'arrêtent pour regarder le stand, une personne achète un collier. Selon Loli, les ventes sont plus importantes quand il fait beau, en fin de matinée. Un des deux marchés rapporte tellement peu qu'elle décide, en mai 2015, de l'abandonner. Comme elles sont censées rendre des comptes au collectif de chômeurs, les trois femmes tiennent, depuis le début de leur activité, un cahier de relevés des ventes qui se révèle lacunaire. Les ventes totalisent environ 1 000 euros pour

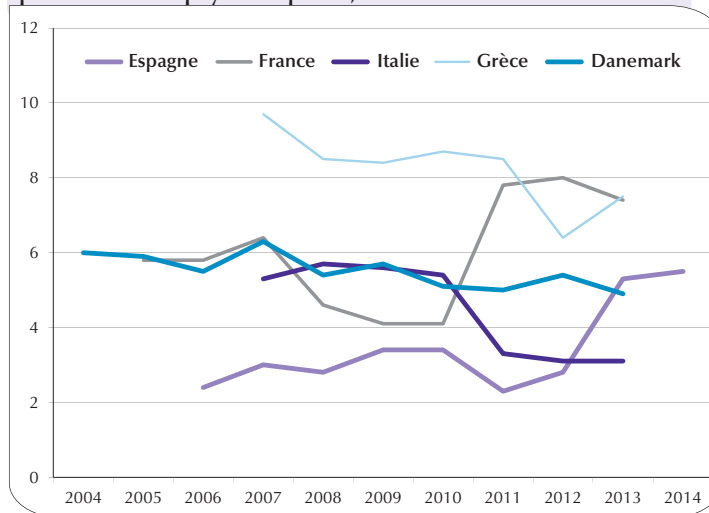
les trois femmes d'avril 2014 à juin 2015, et se réduisent, non seulement après le fameux vol d'une partie de leur marchandise à l'été 2014, mais aussi après installation d'un stand concurrent à proximité. Loli manque quelques marchés au printemps 2015 pour assister au mariage d'un cousin de Rafa, par démotivation, ou par fatigue. Cette activité artisanale est donc jugée « *très peu rentable* » par Loli qui compte néanmoins la poursuivre jusqu'à la fin de l'année scolaire 2015, afin d'épuiser sa marchandise. Elle ne sait pas si elle continuera l'année suivante. Ainsi, parvenir à mettre ainsi en place une activité de vente d'objets artisanaux « *qui fonctionne* » n'a rien d'évident.

### L'aide familiale

En Espagne, la famille est réputée occuper une place importante. Cela peut se traduire par le fait que toutes les chambres d'hôpitaux prévoient un lit supplémentaire pour héberger de nuit un membre de la famille, mais aussi par une décohabitation plus tardive (Papuchon, 2014), par la manière de rechercher un emploi et par les sociabilités familiales observées par ailleurs. Pourtant, les données statistiques disponibles dont on dispose, par exemple les enquêtes européennes Share (<http://www.share-project.org/>), montrent que les transferts monétaires entre les foyers sont plus faibles en Espagne qu'ailleurs (Papuchon, 2014, p. 131). En Espagne comme dans le reste de l'Europe, ces transferts n'ont pas ou peu augmenté avec la récession (*ibid.*), et ils sont socialement très orientés en faveur des plus aisés (Papuchon, 2014, p. 132-133) tant du point de vue des donateurs (âge, patrimoine, revenu, diplôme) que des bénéficiaires (âge, situation familiale et statut socioéconomique, taille de la fratrie). Les données de l'enquête sur les conditions de vie espagnole vont dans le même sens<sup>(16)</sup> (graphique 3).

Le cas de Loli et de Rafa n'est pas représentatif de ces tendances générales, mais invite à réfléchir sur la manière dont sont effectuées les mesures statistiques de la solidarité familiale. Cette réflexion permet sans doute, en partie, d'expliquer le contraste entre l'importance présumée de la famille en Espagne et la faiblesse de la solidarité familiale d'après les statistiques, au-delà de la simple hypothèse de la sous-déclaration volontaire ou non. La mère de Rafa donne chaque mois 200 euros au couple, ce qui est la seule aide familiale régulière au cours de la période d'enquête, et représente entre 20 % et 100 % des revenus du foyer. Rafa et Loli ne savent plus exactement depuis quand ils la reçoivent, « depuis plusieurs années ». En

Graphique 3 – Part des foyers qui déclarent avoir obtenu de l'argent d'un autre foyer dans les douze derniers mois (%) pour différents pays européens, 2006-2013



Source : enquête EU-SILC, 2006-2013, calculs de l'auteur.

tout cas, ils n'en bénéficiaient pas avant la récession. Les parents de Rafa ayant des comptes séparés, il semble que ce soit bien la mère de Rafa qui la donne et non le père. Lorsque l'on demande à Rafa si cela coûte à sa mère de leur donner ainsi 200 euros par mois, il répond que si « *elle s'en prive chaque mois, sans doute ce n'est pas un problème* » (« *igual no* ») car [ses] parents ont chacun leur pension [soit environ 1 000 euros pour leur foyer] et leur appartement est déjà remboursé ». N'ayant encore jamais eu l'occasion de rencontrer les parents de Rafa et encore moins d'assister à des interactions mettant en jeu ce transfert, on ne sait pas s'ils ont dû faire des sacrifices pour dégager cette somme.

Loli et Rafa feraient donc partie des 5 % (ECV, 2014, voir encadré 1 p. 28) de foyers espagnols qui déclarent, en 2014, recevoir un « *transfert privé mensuel d'un autre foyer* ». Comprendre la solidarité familiale dont le couple bénéficie implique en réalité de décrire les autres dons reçus de manière plus sporadique et moins visible que ce versement mensuel fixe de 200 euros (tableau 2). Comme pour les *chapuzas* de Rafa, le tableau des dons au couple est principalement issu des souvenirs de Loli et Rafa et de ce qu'ils ont livré lors des entretiens. Même incomplet, il permet de voir la relative diversité des dons (montants, donateurs, motifs, et périodicité) et en montre l'importance, *a fortiori* si la liste n'est pas exhaustive. Le total de

(16) Des modèles de régression non présentés ici attestent de ce poids des déterminants sociaux.

**Tableau 2 – Inventaire des « petits boulots » de Rafa, de l'été 2013 à février 2015**

N °	Date	Donateur	Motif (selon Loli)	Montant en euros	Périodicité
1	Octobre 2012 - février 2013	Mère de Loli	Aide d'urgence	3 000	Unique
2	Chaque rentrée scolaire	Mère de Loli	Achat des manuels scolaires pour Toni	Entre 100 et 150	Annuelle
3	Chaque rentrée scolaire	Mère de Rafa	Achat des manuels scolaires pour Toni	Entre 100 et 150	Annuelle
4	Février 2015	Père de Rafa	Assurance-voiture de l'année 2015	200	Périodique
5	Mai 2015	Frère et soeur de Loli	Anniversaire de Toni	100	Annuelle
6	Mai 2015	Mère de Loli	Don lors de sa visite	200	Annuelle

Source : matériaux issus de l'enquête de terrain. Ce tableau inventorie les dons familiaux, selon leur date et leur périodicité, leurs donateurs, leurs motifs, leurs montants. Il est établi d'après des entretiens répétés avec le couple.

ces aides ponctuelles entre octobre 2012 (début estimé du versement fixe) et juin 2015, en prenant en compte leur périodicité, s'élève à 4 500 euros, soit 68 % des 6 600 euros reçus sur la même période, par dons mensuels de 200 euros de la mère de Rafa. Cela revient donc à 40 % de l'aide totale (4 500 + 6 600 = 11 100 euros) reçue.

Ce constat rappelle l'écart qui peut exister entre les sommes effectivement perçues et leur mesure statistique. S'ils étaient enquêtés par l'étude Share qui interroge les retraités sur leurs dons (versant donateur), les parents de Rafa ou de Loli ne déclareraient aucun don car ceux-ci ne sont recensés qu'à partir de 250 euros, ce qui « occulte les dons ponctuellement moins importants qui, répétés, peuvent sur une année dépasser le montant de 250 euros » comme le notent François-Charles Wolff et Claudine Attias-Donfut (2007) dans leur étude sur les dons intra-familiaux. Cet effet de sélection par le haut des montants déclarés conduit vraisemblablement à une surestimation des déterminants sociaux des transferts entre générations. Cela expliquerait aussi pourquoi selon ces auteurs, seulement 10,6 % des Espagnols déclarent avoir versé un transfert financier alors que la moyenne européenne est de 26 %, et pourquoi les montants moyens déclarés se retrouvent parmi les plus élevés d'Europe. De manière symétrique, si Loli et Rafa étaient interrogés par l'enquête ECV qui demande aux ménages les dons reçus (versant bénéficiaire), ils ne déclareraient que les 200 euros mensuels reçus par des versements fixes. Enfin, la seconde enquête espagnole susceptible de documenter ce sujet, l'enquête annuelle sur les budgets familiaux<sup>(17)</sup> ne dispose d'aucune question sur l'aide familiale, reçue ou donnée. Autrement

dit, si l'aide familiale est mal mesurée statistiquement, ce n'est peut-être pas tant à cause de sa présumée irrégularité qu'en raison de la difficulté d'établir le pas de temps pertinent des dons, fixé, par convention, dans toutes les enquêtes, à soit un an, soit un mois. Une solution partielle serait de ne fixer *a priori* ni borne temporelle ni seuil minimal des montants pris en compte, et de se centrer moins sur les sommes en jeu que sur leurs visées. En effet, le tableau 2 (p. 38) montre que certaines aides, même si ce ne sont pas les principales, ont été reçues pour couvrir des dépenses ciblées, comme par exemple les frais de rentrée des classes. En étudiant leur budget avec Rafa, l'enquêteur a ainsi appris que le paiement de l'assurance-auto avait été effectué par son père. Le don a été évoqué non en réponse à la question « est-ce que ta famille t'aide financièrement ? », mais à l'occasion d'un échange sur la voiture. La question a été posée par ailleurs, et pour lui comme pour d'autres enquêtés, avait donné lieu à des réponses vagues (par exemple « de temps en temps mais pas beaucoup »).

En période de récession où beaucoup d'entreprises ne parviennent plus à payer les salaires à leur personnel et où, en raison de la montée du chômage, des ménages comme celui de Loli et Rafa ont utilisé toutes leurs économies et se retrouvent donc subitement sans revenu, ce mécanisme d'aide d'urgence ponctuelle d'un membre de la famille est à prendre en compte. En l'occurrence, la mère de l'épouse puise dans ses économies, accumulées depuis plus longtemps, pour apporter en quelques mois la somme de 3 000 euros qui permet au couple de traverser cette période sans aucun revenu. On peut penser que ce type de ponction de l'épargne est un facteur

(17) Voir le site internet de l'Institut national de la statistique espagnol : [http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica\\_C&cid=1254736176806&menu=resultados&secc=1254736195147&idp=1254735976608](http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736176806&menu=resultados&secc=1254736195147&idp=1254735976608) (consulté le 28 novembre 2015).

d'aggravation des conséquences économiques de la crise dès lors que celle-ci se prolonge durant plusieurs années, car elle épuise l'épargne des ménages directement touchés mais aussi indirectement de leurs proches. Autant que l'on puisse en juger d'après les dires de Loli, ce n'est pas un manque d'argent qui empêche sa mère de continuer ses dons et de mettre en place une aide régulière. En effet, elle loue un appartement (certes en copropriété avec ses frères et ses sœurs), et en possède un autre où elle fait des travaux et des aménagements, ce qui choque d'ailleurs sa fille Loli. Elle reçoit par ailleurs 300 euros de son frère cadet qui habite toujours avec elle. Cette absence de don s'explique plutôt par une incompréhension réciproque liée au fait que sa mère ne comprend pas pourquoi Loli et Rafa ne trouvent pas d'emploi. Dans ces conditions, il est difficile de trouver un critère pour déterminer si le couple bénéficie de beaucoup ou peu de solidarité familiale par rapport à d'autres foyers. Les arguments structurels – étroitesse de la famille liée à la baisse de la natalité et reproduction sociale qui empêcherait une solidarité des autres membres de la famille pour des raisons financières – s'appliquent plus du côté de Rafa et moins du côté de son épouse. Sa famille a en effet connu une ascension sociale et est manifestement peu touchée par la crise. Sans doute en partie en raison de leur éloignement, ils paraissent toutefois peu enclins à les aider, en dehors des « coups durs ». Enfin, ces aides monétaires familiales se doublent d'aides en nature, par exemple à travers la garde de Toni par les parents de Rafa, dont la proximité – ils habitent à deux rues de Loli et Rafa – permet facilement de déposer et de reprendre l'enfant. Celui-ci y va chaque fois que ses parents ne peuvent pas le garder, c'est-à-dire pendant leurs heures de travail : quand il était petit et qu'ils travaillaient tous les deux (Toni n'a jamais été en garderie), lorsqu'ils font tous les deux une *chapuza* (ce qui est rare et lorsque c'est le cas ils se débrouillent pour que Loli soit libérée à seize heures trente pour venir le chercher), ou les samedis matin lorsque Loli va au marché et que Rafa travaille au supermarché. Les grands-parents rendent donc un service qui n'est pas négligeable et qui permet à Loli et Rafa de ne pas payer de garde.

La variété et l'irrégularité des ressources du ménage, qu'elles soient issues de « petits boulots » ou d'une aide familiale, a ainsi pu être observée. Cette dernière se double également d'une dimension non monétaire à travers la garde de l'enfant.

## Conclusion

Une des manifestations sociales les plus marquantes de la récession économique de 2008 en Espagne a été le maintien d'un chômage de masse (taux supérieur à 20 %) pendant plusieurs années. Ceci pose avec acuité la question du caractère passager ou durable de cette situation dont une des conséquences est l'épuisement des allocations chômage, limitées en Espagne à deux ans.

Dans ce contexte, cet article décrit la séquence de baisse de revenus consécutive au chômage de longue durée : réductions par paliers puis fluctuations liées aux tentatives de mise en place de revenus alternatifs, synonymes d'incertitudes et de précarité dans la durée. Or, cette évolution invite à réfléchir sur l'invisibilité des revenus non salariés, que ce soit pour du travail non déclaré ou des transferts intrafamiliaux.

La démarche d'ethnocomptabilité adoptée ici a permis d'établir un certain nombre de résultats. Pour des raisons diverses, ces revenus alternatifs mettent à l'épreuve les compétences, les réseaux mobilisables et la solidarité familiale du couple concerné. L'article montre ainsi la multiplicité et la densité des formes de calcul associées aux différents revenus, notamment en nature. D'un point de vue méthodologique, ces difficultés sont souvent passées sous silence par les statistiques d'État ou par des énoncés approximatifs, par exemple sur la présumée ampleur de la solidarité familiale en Espagne. Les décrire finement permet de voir qu'ils sont pris dans un contexte et des ancrages sociaux qui doivent être considérés pour comprendre comment s'est manifestée la récession économique au sein des ménages espagnols. À travers le chômage, c'est le statut antérieur de salarié stable qui est remis en question, mais aussi les compétences et les relations familiales.

- Banégas R., Warnier J.-P., 2001, Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir, introduction au dossier « Figures de la réussite et imaginaires politiques », *Politique africaine*, n° 82, p. 5-23.
- Castells M., Caraça J., 2012, *Aftermath: The cultures of the economic crisis*, Oxford, Oxford University Press.
- Cottureau A., Marzok M., 2012, *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène.
- Ducpétiaux E., 1855, *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique*, Bruxelles, M. Hayez, Extrait du t. VI du Bulletin de la Commission centrale de statistique.
- Engel E., 1857, *Die Productions- und Consumptionsverhältnisse des Königreichs Sachsen*, in *Zeitschrift des Statistischen Bureaus des Königlich-Sächsischen, Ministerium des Innern*, n° 8 u. 9, p. 1-54.
- Halbwachs M., 2011 [1912, 1933], *Le destin de la classe ouvrière*, rééd. Baudelot C., Establet R., Presses universitaires de France (Puf).
- Laé J.-F., Murard N., 1985, *L'argent des pauvres*, Paris, Seuil.
- Lazarsfeld P., Jahoda M., Zeisel H., 1981 [1934], *Les Chômeurs de Marienthal*, Paris, Éditions de Minuit.
- Le Play F., 1855, *Les Ouvriers européens, étude sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*, Paris, Imprimerie impériale.
- Papuchon A., 2014, Les transferts familiaux vers les jeunes en temps de crise : le charme discret de l'injustice distributive, *Revue française des Affaires sociales*, p. 120-143.
- Perrin-Heredia, 2010, *Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires*, thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Gilles Rasselet et Florence Weber, Université de Reims Champagne-Ardenne.
- Petev I., 2011, *Essays on the social stratification of consumption in postwar United States and France*, PhD-Thesis, Stantford, University.
- Wolff F.-C., Attias-Donfut C., 2007, Les comportements de transferts intergénérationnels en Europe, *Économie et Statistique*, n° 403-404, p. 117-141.